

D 944 AMÉRIQUE LATINE: ÉBRANLEMENT DU SYSTÈME
FINANCIER INTERNATIONAL

Excédés par la hausse incontrôlée des taux d'intérêt sur les marchés financiers des Etats-Unis - dont l'augmentation d'un point de pourcentage se traduit par un alourdissement de 4 milliards de dollars de la dette des pays en voie de développement - et scandalisés par le protectionnisme nord-américain dans les échanges commerciaux, quatre grands pays latino-américains viennent d'attirer ensemble l'attention sur l'extrême gravité de la situation. Le 19 mai 1984, en effet, les présidents d'Argentine, du Brésil, de Colombie et du Mexique signaient une note conjointe sur la politique financière et commerciale internationale.

Dans les heures suivantes, la panique s'emparait des milieux financiers internationaux. En août 1982, déjà, la menace de cessation de paiement de la part du Mexique avait été une première alerte. En 1983, c'était au tour du Brésil de semer l'inquiétude (cf. DIAL D 906). Cette fois-ci, un pas supplémentaire a été franchi: les milieux bancaires nord-américains ont senti passer le vent de l'effondrement. Il a fallu l'intervention énergique de la Réserve Fédérale des Etats-Unis pour empêcher la faillite de la quatrième banque nord-américaine, la Manufacturers Hanover. En annonçant, le 30 mai 1984, un moratoire unilatéral et temporaire sur le remboursement de ses dettes, la Bolivie relançait aussitôt les spéculations internationales. Troisième alerte qui attire l'attention sur la situation anormale de la monnaie américaine dans le monde depuis la rupture unilatérale en août 1971, par Nixon, des accords de Bretton-Woods qui réglaient la parité du dollar.

Note DIAL

NOTE CONJOINTE DES PRÉSIDENTS
D'ARGENTINE, DU BRÉSIL, DE COLOMBIE ET DU MEXIQUE
SUR LA POLITIQUE FINANCIÈRE ET COMMERCIALE INTERNATIONALE

Les présidents Raúl Alfonsín, d'Argentine, João Figueiredo, du Brésil, Belisario Betancur, de Colombie, et Miguel de la Madrid, du Mexique, sous-signés, exprimons notre préoccupation quant au fait que l'aspiration au développement de nos peuples, le progrès des tendances démocratiques dans la région et la sécurité économique de notre continent sont sérieusement affectés par des facteurs externes et hors du contrôle de nos gouvernements.

Nous constatons que les augmentations successives des taux d'intérêts, la perspective de nouvelles augmentations ainsi que la prolifération et la

portée des mesures protectionnistes ont ouvert de sombres perspectives pour nos pays et pour l'ensemble de cette région du monde.

Nos pays ne peuvent accepter indéfiniment de tels risques. Nous avons fait savoir notre ferme détermination à maîtriser les déséquilibres et à rétablir les conditions de reprise de la croissance économique et d'élévation du niveau de vie de nos peuples.

Nous avons été les premiers à faire preuve d'application dans le respect des engagements financiers, en des termes compatibles avec les intérêts de la communauté internationale (1). Nous n'acceptons pas d'être acculés à une situation d'insolvabilité forcée et de paralysie économique prolongée.

Nous estimons indispensable d'entreprendre sans retard des efforts concertés, au plan de la communauté internationale, pour une définition des actions et des mesures de coopération propres à résoudre ces problèmes, en particulier dans les domaines interdépendants du commerce et des finances internationales.

En conséquence nous, présidents, proposons l'adoption de mesures concrètes dans le sens de changements substantiels au niveau de la politique financière et commerciale internationale, de manière à augmenter les possibilités d'accès des produits de nos pays aux marchés des pays développés, à alléger de façon substantielle et efficace le poids de l'endettement, et à permettre une reprise des flux de financement pour le développement. Il importe en particulier d'obtenir des délais d'amortissement et de grâce appropriés, ainsi que la réduction des taux d'intérêts, des marges, des commissions et autres charges financières.

Pour toutes ces raisons, nous convoquons une réunion entre les ministres responsables des affaires financières dans nos pays à tenir dans les délais les plus brefs, réunion à laquelle seront invités des ministres d'autres pays latino-américains, afin de définir les initiatives et les moyens d'action les mieux appropriés pour parvenir à des solutions satisfaisantes pour tous les pays intéressés.

(1) La dette extérieure s'élève actuellement à 43,6 milliards de dollars pour l'Argentine, 4 pour la Bolivie, 95 pour le Brésil, 17 pour le Chili, 10,6 pour la Colombie, 86 pour le Mexique, 4,5 pour l'Uruguay et 35 pour le Venezuela (chiffres "O Estado de São Paulo" du 20/5/84) (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441